

Situation actuelle

Le mois de mai a vu une augmentation des rendements en revenu en raison d'une inflation supérieure aux estimations, mais les rendements ont fait marche arrière à la fin du mois. Les marchés des actions ont globalement ignoré les données et interprété les événements au Moyen-Orient comme un apaisement des tensions. Le dollar américain a fait du surplace après avoir progressé dans la première moitié du mois. Les gains ont été concentrés dans les parités entre le dollar et les devises asiatiques, alors que les prix de l'énergie demeuraient élevés. À présent que Kevin Warsh est confirmé en tant que président de la Réserve fédérale, les marchés suivront de près la première réunion FOMC à laquelle il participera le 17 juin.

La situation dans le détroit d'Ormuz a continué d'évoluer alors que les États-Unis lançaient le projet Freedom, un plan visant à faciliter le passage des navires et à les escorter. Après avoir appris que les États-Unis allaient intervenir dans le détroit d'Ormuz, l'Iran a répliqué en frappant un centre pétrolier à Fujairah, dans les Émirats arabes unis. Malgré les frappes de l'Iran contre les Émirats arabes unis et les tentatives d'attaques contre des navires de guerre américains, le cessez-le-feu a été maintenu, mais la montée des tensions s'est reflétée dans les prix du pétrole et les rendements en revenu le jour de l'escalade.

Le 20 mai, des rapports ont fait savoir que les États-Unis et l'Iran en étaient aux phases finales des négociations, ce que Donald Trump a confirmé par la suite. Cette nouvelle a provoqué un recul du dollar, des rendements en revenu et du pétrole. Cette avancée s'est poursuivie au cours de la fin de semaine suivante, où le ministère des Affaires étrangères de l'Iran a indiqué qu'un consensus avait été atteint, mais a aussi prévenu que la signature n'était pas imminente. L'optimisme s'est avéré bien fondé lorsque des rapports ont confirmé **que les États-Unis et l'Iran étaient parvenus à un accord, sous réserve de l'approbation finale de Donald Trump.** Le protocole d'entente stipule que la circulation ne sera pas restreinte dans le détroit d'Ormuz et que le cessez-le-feu sera prolongé de 60 jours, ouvrant la voie à un apaisement des tensions.

Au Japon, la Golden Week a vu une nouvelle intervention du ministère des Finances dans un contexte de faible liquidité durant le congé. La paire USDJPY a subi des pressions durant les premières heures du 6 mai, se qui s'est traduit par une chute de 157,8 à un peu plus de 155. Cependant, en raison des vagues d'intervention qui se sont succédé, les participants du marché craignent que les politiques du Japon remettent en question son statut de régime de change flottant selon le FMI. En vertu des règles du FMI, les régimes de change flottant ont droit à trois épisodes d'intervention en six mois, et toute intervention excessive peut entraîner le reclassement de la monnaie. Depuis la confirmation de l'intervention du 30 avril ayant fait chuter l'USDJPY à un creux de 155,57, le yen a fait marche arrière à la fin de mai. La paire USDJPY est ainsi remontée à 159 le 29 mai, et les participants du marché visent maintenant un niveau de 160 avec un niveau d'intervention à 160,72.

Aux États-Unis, le nombre d'emplois non agricoles a surpassé les estimations avec un chiffre de 115 000 et le taux de chômage s'est maintenu à 4,3 %, mais le taux de participation s'est replié et la croissance des salaires est restée léthargique. Entre-temps, l'inflation a accéléré en avril, ressortant à 3,8 % d'une année sur l'autre, ce qui dépasse la hausse prévue de 3,7 % en raison de l'augmentation continue des prix de l'énergie. L'inflation de base sur 12 mois a également dépassé les estimations avec un résultat de 2,8 %, portée par le logement, les tarifs des avions et les loisirs. Le lendemain, les chiffres de l'indice des prix à la production ont dépeint un contexte d'inflation préoccupant, avec un bond des données globales en glissement annuel à 6 % contre des estimations de 4,8 %. Malgré l'augmentation des prix à la production, les composantes des dépenses personnelles de consommation (DPC) ont eu une incidence moins prononcée, les tarifs aériens étant les coûts ayant le plus contribué à la hausse. Les données sur les DPC en avril ont confirmé ces tendances, avec des données globales sur 12 mois conformes aux estimations de 3,8 %, alors que les DPC sur un mois étaient inférieures aux estimations, à 0,4 %.

EN MANCHETTE

- La fin du conflit entre les États-Unis et l'Iran est en vue
- Le taux de chômage américain reste inchangé à 4,3 %
- Le taux de chômage augmente à 6,9 % au Canada
- Le Canada entre dans une récession technique
- La politique britannique plombe la livre sterling
- M. Warsh devient officiellement président de la Réserve fédérale
- Rencontre entre Trump et Xi à Pékin

Les résultats de l'Enquête sur la population active au Canada sont descendus à -17 700 en avril, ce qui marque la période de quatre mois la plus faible pour l'emploi depuis la pandémie en 2021, tandis que le taux de chômage a grimpé de 6,7 % à 6,9 %. En avril, l'inflation canadienne s'est établie à 2,8 % d'une année sur l'autre, en hausse par rapport à 2,4 % en mars. Cependant, dans l'ensemble, les prix ont été jugés peu élevés, étant donné que le prix de l'essence a été le principal moteur de l'inflation et que l'inflation de base est restée sous les estimations. **Le PIB du Canada a enregistré une baisse surprise de 0,1 % au premier trimestre. Ce repli, combiné au repli de 1 % du PIB du quatrième trimestre après révision, s'est traduit par une récession technique.** L'affaiblissement du marché de l'emploi, conjugué aux pressions sur le commerce avec les États-Unis a pénalisé l'investissement canadien, et les dépenses de défense du gouvernement ont également diminué.

Les pertes historiques du Parti travailliste lors des élections locales de mai ont plongé le Royaume-Uni dans l'agitation politique, érodant la confiance dans le Premier ministre Keir Starmer, ce qui a pour effet d'attirer de nouveaux candidats pour le poste. M. Starmer a assumé la responsabilité de cette défaite et réaffirmé son intention de rester Premier ministre, s'engageant à faire campagne pour Andy Burnham dans le but d'unifier le parti. Du fait des incertitudes à l'échelle nationale, la paire GBPUSD a inscrit un rendement inférieur au cours du mois, bien que la paire ait récupéré une partie de ses pertes du fait que les marchés s'attendent à la fin imminente de la guerre au Moyen-Orient.

Les démissions ont commencé le 12 mai, notamment celles du ministre de la Protection Jess Phillips, de la ministre des Victimes Alex Davies-Jones et de la ministre subalterne Miatta Fahnbulleh. Deux jours plus tard, la démission de Wes Streeting, le secrétaire à la Santé a asséné le coup le plus dommageable, et remis en question le leadership de M. Starmer. À ce moment-là, 96 députés avaient publiquement demandé à M. Starmer de donner une date pour sa démission. Les candidats potentiels au poste de Premier ministre comprennent Angela Rayner, récemment blanchie dans une affaire fiscale, Wes Streeting et Andy Burnham, qui a manqué un siège à Westminster. Devant la persistance de la discorde, le député travailliste Josh Simons a démissionné pour permettre à Andy Burman de se présenter au siège de Makerfield. Lisa Nandy s'est ensuite ralliée à la campagne d'Andy Burnham, devenant ainsi la première membre du cabinet à le faire. Le 22 mai, Andy Burnham a officiellement lancé sa campagne. Dans la foulée de ces événements, l'indice PMI du Royaume-Uni a fléchi à 48,5, ce qui a accentué les pressions sur le gouvernement Starmer. Les marchés attendent maintenant le résultat de l'élection partielle de Makerfield le 18 juin. Entre-temps, l'influence politique du Royaume-Uni continue de s'affaiblir. Selon Bloomberg, les responsables européens pourraient reporter le sommet prévu entre le Royaume-Uni et l'UE attendu en juillet, invoquant l'affaiblissement de l'autorité de M. Starmer.

À l'horizon

Le 13 mai, le Sénat américain a confirmé la nomination de Kevin Warsh au poste de président de la Réserve fédérale à l'issue d'un vote à 54 voix contre 45, avant de l'assermenter à la Maison-Blanche en tant que 17^e président de la Réserve fédérale. Au cours de la cérémonie, M. Trump a affirmé son souhait que M. Warsh soit « totalement indépendant », tandis que M. Warsh a réitéré qu'il dirigerait une Réserve fédérale axée sur les réformes, indépendante et déterminée, dans le cadre d'un engagement à réduire l'inflation. Malgré le penchant accommodant de M. Warsh, le procès-verbal de la dernière réunion du FOMC a révélé que la plupart des dirigeants de la Fed envisageaient de rehausser les taux si l'inflation demeurait supérieure à 2 %, et les marchés des contrats à terme ont commencé à tenir compte d'une hausse des taux d'un quart de point d'ici la fin de 2026.

Donald Trump a rencontré le président chinois Xi Jinping à Beijing, ce qui constitue la première visite officielle d'un président américain depuis son propre voyage en novembre 2017, et à son tour il a invité le président chinois à la Maison-Blanche en septembre. À l'occasion de cette rencontre, les deux dirigeants ont discuté des liens entre la Chine et les États-Unis dans le contexte de la « question de Taïwan », des accords commerciaux et de la nécessité d'ouvrir le détroit d'Ormuz. Dans la foulée des manchettes positives sur la rencontre et de la décision de la Banque populaire de Chine de permettre au yuan de s'apprécier, l'USDCNY est tombé sous la barre de 6,80, ce qui représente le niveau le plus élevé de la monnaie depuis 2023.

Le président français Emmanuel Macron a nommé Emmanuel Moulin à la Banque de France, en remplacement de M. Villeroy dont le départ est attendu en juin. Le Parlement français a approuvé le choix de M. Macron, malgré une opposition de 58 des 110 législateurs qui reflète les inquiétudes selon lesquelles M. Moulin pourrait rester en poste pendant des années après la fin du mandat de M. Macron en 2027. En outre, les commentaires des membres de la BCE en faveur d'un resserrement ont fait augmenter à 92 % les probabilités implicites des marchés faisant état d'une hausse des taux de 25 points de base à la réunion de juin.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS À VENIR

DATE	ÉVÉNEMENT
10 JUIN	 Décision concernant le taux de la BdC
11 JUIN	 Décision concernant le taux de la BCE
16 JUIN	 Décision concernant le taux de la BdJ
17 JUIN	 Décision concernant le taux de la Fed
18 JUIN	 Décision concernant le taux de la BdA

Le 20 mai, **le Parlement européen a conclu une entente provisoire visant à mettre en œuvre l'accord commercial UE-États-Unis** afin de parer à la menace de droits de douane de 25 % sur les exportations d'automobiles européennes. L'entente a été conclue au terme de deux jours de discussions et elle prévoit des clauses d'expiration et de sécurité, mais elle doit encore être ratifiée officiellement avant la date butoir du 4 juillet.

Marchés émergents

Le marché boursier taïwanais, dominé par la technologie, a donné lieu à un mois de mai volatil pour le TWD, la paire fluctuant en fonction des flux associés aux actions étrangères et des manchettes sur la guerre entre l'Iran et les États-Unis. Contrairement au TWD, la plupart des devises de la région Asie-Pacifique ont perdu du terrain alors que le dollar américain s'est raffermi. **Le KRW été affaibli tout au long du mois de mai en raison de la hausse des prix du pétrole et des sorties de capitaux étrangers du marché boursier coréen.** La paire USDKRW a affiché une tendance haussière au cours du mois, passant d'un creux de 1 439,20 la première semaine à un sommet de 1 520 avant de faire marche arrière. **L'INR a atteint un nouveau creux record à la mi-mai, car les prix élevés du brut ont pesé sur l'économie indienne et forcé les autorités monétaires à intervenir le 21 mai.** La Banque de réserve de l'Inde a procédé à des ventes de dollars sur le marché national et à l'étranger afin de soutenir la roupie, laquelle s'est appréciée de 0,8 % le jour même, et a effectué des swaps de change additionnels pour assurer la liquidité. Les décideurs de la Banque de réserve de l'Inde se sont également penchés sur l'utilisation de hausses des taux d'intérêt, mais ils ont finalement décidé que la politique monétaire devait être guidée par l'inflation plutôt que par les fluctuations de change.

Au Brésil, les manchettes politiques ont continué d'agiter les marchés. Il a été révélé le 13 mai que le candidat à la présidence Flávio Bolsonaro était lié à Daniel Vorcaro, de la société en faillite Banco Master SA, à la lumière de messages sur le financement potentiel d'un film à propos de l'ancien président Jair Bolsonaro. Le réal a chuté à la suite de cette nouvelle. La paire USDBRL a ainsi gagné 2 % pour s'élever à 5,00 après avoir ouvert à 4,90 et l'indice boursier Bovespa a également cédé du terrain, alors que les marchés prenaient la mesure des implications pour la candidature de Flávio Bolsonaro.

© Copyright Banque Royale du Canada, 2026. RBC Services aux investisseurs^{MC} est la marque nominative mondiale d'une unité qui exerce ses activités principalement par l'intermédiaire des sociétés suivantes : Banque Royale du Canada et Fiducie RBC Services aux investisseurs, ainsi que leurs succursales et sociétés affiliées. Au Royaume-Uni, RBC Services aux investisseurs exerce ses activités par l'intermédiaire de la succursale de Fiducie RBC Services aux investisseurs située au Royaume-Uni, en étant agréée et réglementée par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) du Canada. Elle est agréée par la Prudential Regulation Authority. Elle est assujettie à la réglementation de la Financial Conduct Authority et, de façon restreinte, à la réglementation de la Prudential Regulation Authority. Des précisions sur l'étendue de la réglementation de la Financial Conduct Authority et de la Prudential Regulation Authority applicable vous sont fournies sur demande. RBC Offshore Fund Managers Limited est régie par la commission des services financiers de Guernesey (Guernsey Financial Services Commission) pour ses activités de placement. Le numéro d'enregistrement de la société est le 8494. Le présent document est fourni à titre indicatif et général et ne vise pas à donner des conseils financiers, fiscaux, juridiques ou comptables ; vous ne devez donc pas vous y fier à de telles fins. RBC Services aux investisseurs ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie de quelque nature que ce soit quant à l'exactitude ou au caractère complet des renseignements contenus ou cités dans ce document. Dans toute la mesure autorisée par la loi, ni RBC Services aux investisseurs, ni ses sociétés affiliées, ni aucune autre personne n'assument une quelconque responsabilité à l'égard des pertes ou dommages pouvant découler directement ou indirectement de l'utilisation par son destinataire ou par quiconque de renseignements contenus dans les présentes. Les liens vers des sites Web externes ne sont fournis qu'à titre de référence. RBC Services aux investisseurs ne vérifie, ne recommande, n'approuve, ni ne contrôle le contenu de ces sites, et décline toute responsabilité à cet égard. L'utilisation des liens menant vers des sites Web externes est à vos risques. © / ^{MC} Marques de commerce de Banque Royale du Canada, utilisée(s) sous licence.